CICG
Centre d'Information et de Communication Gouvernementale
CÔTE D'IVOIRE

Revue de Presse
QUOTIDIENNE

www.gouv.ci 101

Vendredi 20 novembre 2026

PRESSE NATIONALE

Politique

CONFÉRENCE API / SOUVERAINETÉ FINANCIÈRE : LES TROIS PRIORITÉS DE TÉNÉ BIRAHIMA POUR L'AFRIQUE

Mobilisation de l'investissement privé, disponibilité de projets bancables et renforcement de la confiance. Telles sont les trois priorités préconisées par le Vice-Premier Ministre, ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara, pour asseoir la souveraineté financière de l'Afrique. Il les a exposées, hier, lors de la conférence-débat 2026 organisée par l'Africa Perspective Institute (API) sur le thème du financement endogène du continent. Une rencontre qui a réuni un parterre de personnalités de l'État ainsi que des acteurs des milieux économiques, financiers et scientifiques. Pour le Vice-Premier Ministre, ces propositions s'inscrivent dans un contexte géopolitique mondial marqué par le recul de l'aide extérieure et l'accroissement de la dette. Face à cette situation, l'Afrique doit davantage s'engager dans une dynamique d'autonomie. La mobilisation de ses ressources propres pour financer son développement constitue, a-t-il soutenu, « un impératif de souveraineté économique et de résilience auquel nos pays sont attachés ».

JOURNÉES PORTES OUVERTES DES INSTITUTIONS DE LA RÉPUBLIQUE : LE SÉNAT SE LAISSE DÉCOUVRIR PAR LES POPULATIONS ET LES AUTRES INSTITUTIONS

Les Journées Portes Ouvertes des Institutions de la République (JPOIR), initiative du Haut Représentant du Président de la République, Gilbert Koné Kafana, ont débuté, le mercredi 18 novembre 2026. Depuis l'ouverture de cette 4e édition et jusqu'à hier, jeudi 19 novembre, le Sénat, la chambre haute du Parlement, y fait sensation. L'institution dirigée par Kandia Camara Kamissoko se laisse découvrir à la fois par le grand public, mais aussi, par les autres institutions de la République. Son stand, ouvert pour la circonstance, ne désemplit pas. Il attire les regards des curieux et surtout des jeunes qui souhaitent en savoir davantage sur l'institution. Alliant esthétique, modernité et innovation technologique, le stand du Sénat a été conçu comme un véritable espace de découverte et d'interaction avec le public. Son aménagement et ses dispositifs numériques contribuent à en faire l'un des espaces les plus fréquentés de cette édition. Le stand du Sénat a un caractère particulier et interactif. En effet, les collaborateurs de Kandia Camara y ont fait installer un plateau télévisé, favorisant des échanges entre sénateurs et visiteurs autour des missions, du fonctionnement et de l'actualité de la Chambre haute du parlement.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT : DÉCLARATION DU MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

« En ce 20 novembre 2026, date à laquelle la communauté internationale célèbre la Journée internationale des droits de l'enfant, je voudrais m'associer à cette importante commémoration et réaffirmer avec force notre attachement indéfectible à la dignité, à la protection et à l'épanouissement de chaque enfant », a déclaré Gaoussou Touré, Médiateur de la République de Côte d'Ivoire, à la faveur de la célébration de la Journée internationale des droits de l'enfant, ce 20 novembre. Poursuivant, il ajoute : « En Côte d'Ivoire, des efforts importants sont déployés en faveur de l'éducation, de la santé, de l'état civil, de la protection sociale et de la lutte contre les violences faites aux enfants. Ces avancées méritent d'être saluées. Toutefois, la persistance de situations de vulnérabilité, de déscolarisation, de travail des enfants, de traite, d'exploitation, de négligence, de violences physiques ou psychologiques et de mariages précoces nous interpelle tous ». A l'en croire, protéger l'enfant, c'est lui garantir un environnement sûr, affectueux et

propice à son développement.

DROITS DE L´ENFANT : L´UNICEF SALUE LES GRANDES AVANCÉES DE LA CÔTE D´IVOIRE

Dans un communiqué de presse transmis à L'inter, jeudi 19 novembre 2026, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) a porté un regard analytique sur l'évolution de la situation des droits de l'enfant en Côte d'Ivoire. Même s'il est constant que des défis restent à relever, l'UNICEF a salué les grandes avancées de la Côte d'Ivoire. Se fiant aux dernières statistiques portant sur les secteurs de la santé, l'éducation, la nutrition ou encore la protection, l'agence onusienne dirigée par Jean-François Basse juge satisfaisant les progrès obtenus dans le pays au cours des deux dernières décennies. Pour cette agence, l'État fait en sorte, et ce, au quotidien, que chaque fille et chaque garçon puisse grandir en bonne santé, apprendre dans de bonnes conditions, être protégé et disposer des mêmes chances de construire son avenir. Ces résultats, soutient le document, sont en fait la matérialisation du leadership du gouvernement, sous instructions du Président de la République, Alassane Ouattara, en matière de renforcement des politiques publiques à destination des tout-petits. A cela s'ajoute les institutions et les services essentiels destinés aux enfants.

ÉLECTION / DISSOLUTION DE LA CEI : LA REFONTE COMME UN PASSAGE OBLIGÉ

Loin de constituer une mesure punitive ou un désaveu à l'encontre de l'institution sortante, la dissolution de la Commission Électorale Indépendante (CEI) s'inscrit dans une dynamique de refonte structurelle indispensable. Pour le gouvernement, représenté par le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, le général Vagondo Diomandé, cette décision répond à un « faisceau de constats » objectifs qui minaient la crédibilité des scrutins passés. En effet, malgré de multiples modifications de sa composition au fil des ans, la structure n'a pas su enrayer un déficit chronique de confiance auprès des parties prenantes, tout en cristallisant des tensions récurrentes liées à l'organisation matérielle, au recensement et au comptage des voix. En outre, les crises électorales successives ont profondément exacerbé les fractures politiques et sociales, provoquant des drames humains que le pays ne peut plus se permettre. Dès lors, cette transition administrative voulue par l'exécutif se présente comme un passage obligé. Elle ambitionne de tourner définitivement la page des imperfections institutionnelles, d'accompagner la normalisation politique de la Côte d'Ivoire et de bâtir un organe futur véritablement consensuel, garant de la paix et de la cohésion nationale.

DIPLOMATIE : LA CÔTE D'IVOIRE ET LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE RENFORCENT LEUR COOPÉRATION

La Côte d'Ivoire et la République de Corée entendent renforcer leur coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et du numérique, à la faveur du Forum académique Corée-Côte d'Ivoire 2026 organisé, mardi 17 novembre à l'Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB) d'Abidjan, à l'occasion des 65 ans de leurs relations diplomatiques.

Economie

SIREXE / INVITATION SPÉCIALE DU BOTSWANA : LA CÔTE D´IVOIRE VEUT DEVENIR UN HUB MINIER ET ÉNERGÉTIQUE

Les grandes ambitions se réalisent avec des projets concrets. La Côte d'Ivoire, qui aspire à devenir une grande nation, a décidé de se donner les moyens pour réussir son mix économie, agriculture, pétrole, mines. A l'image du Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA) qui valorise le potentiel agricole et animal du pays, le SIREXE se positionne comme un véritable espace d'influence où se construisent les politiques énergétiques et industrielles de demain. Avec la participation de plus de 30 pays, parmi lesquels le Botswana, pays invité d'honneur dont le Président a effectué le déplacement à Abidjan, l'événement favorise un dialogue direct et stratégique entre décideurs publics et investisseurs

privés. L'ambition affichée de dépasser les 6,5 milliards de dollars de contrats générés lors de la précédente édition illustre la volonté de la Côte d'Ivoire d'accélérer son développement dans l'industrie extractive. Dans cette perspective, la présence du Botswana n'a rien d'anodin. Ce pays est présenté comme une référence mondiale dans le secteur minier. Si le Botswana suscite autant d'intérêt, c'est parce qu'il a réussi là où de nombreux pays riches en ressources naturelles ont échoué.

L'inter

MINES, ÉNERGIE, PÉTROLE : LE BOTSWANA S'OUVRE À LA CÔTE D'IVOIRE

La deuxième édition du Salon International des Ressources Extractives et Énergétiques (SIREXE) se tient du 18 au 22 novembre 2026 au Parc des Expositions d'Abidjan, à Port-Bouët. La journée du 19 novembre a été consacrée au Botswana, pays invité d'honneur. À cette occasion, la ministre botswanaise des Minéraux et de l'Énergie, Bogolo Kenewendo, a présenté les atouts de son pays dans les secteurs des mines, du pétrole et de l'énergie. Elle a retracé le parcours du Botswana, qui célèbre cette année le 60e anniversaire de son indépendance. En 1966, le pays figurait parmi les plus pauvres du monde. Il est aujourd'hui cité en exemple pour la manière dont les ressources naturelles, associées à une gouvernance rigoureuse, peuvent contribuer au développement d'une nation. « Nous démontrons comment les richesses naturelles, lorsqu'elles sont soutenues par une bonne gouvernance et des partenariats stratégiques, peuvent transformer profondément un pays », a-t-elle souligné.

Fraternité Matin

SIREXE 2026 : SIREXE INVEST VEUT RAPPROCHER LES PROMOTEURS DES INVESTISSEURS

Le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, a procédé, le 19 novembre, au Parc des expositions d'Abidjan, au lancement de SIREXE Invest. La cérémonie s'est déroulée en présence de la ministre des Minéraux et de l'Énergie du Botswana, Bogolo Joy Kenewendo. Cette plateforme vise à faciliter la mise en relation des porteurs de projets et des investisseurs dans les secteurs des mines, des hydrocarbures et de l'énergie. Au dire du ministre ivoirien, elle répond à un besoin important de financement des projets dans ces secteurs stratégiques. Pour cette première édition, le dispositif est consacré aux projets ivoiriens et botswanais. Mamadou Sangafowa-Coulibaly a souligné que l'un des principaux défis des porteurs de projets consiste à mobiliser, à chaque étape de leur développement, des financements adaptés à leur niveau de maturité et aux risques associés. Une problématique qui concerne particulièrement les entreprises ivoiriennes, quelle que soit leur taille, intervenant dans les industries extractives et énergétiques.

Le Patriote

COOPÉRATION GAZIÈRE : LA CÔTE D´IVOIRE, LE BÉNIN ET LE TOGO SIGNENT UN PROTOCOLE D´ACCORD

Sécuriser leur approvisionnement en gaz afin de fournir aux populations et aux entreprises une électricité fiable et abordable. C'est la démarche qui anime la Côte d´Ivoire, le Togo et le Bénin à travers un accord de coopération gazière. En marge du Salon International des Ressources Extractives et Énergétiques (SIREXE), un protocole d´accord a été signé, ce jeudi 19 novembre, par le ministre des Mines, du Pétrole et de l´Énergie, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, le ministre délégué togolais chargé de l´Énergie et des Ressources minières, Robert Koffi Messan Eklo, et le représentant du ministre béninois de l´Énergie, de l´Eau et des Mines, en présence de la Banque mondiale. Ce protocole leur donne désormais un cadre pour mettre en commun leurs connaissances, coordonner leurs études et examiner les solutions à développer ensemble pour faire face à la demande croissance d'électricité. « Sécuriser l´approvisionnement en gaz, c´est contribuer directement à la fiabilité de l´électricité », a souligné le ministre Sangafowa-Coulibaly. Un groupe de travail tripartite permettra aux équipes techniques de partager leurs données et de confronter leurs analyses.

INFRASTRUCTURES MINIÈRES ET ÉNERGÉTIQUES : LA CÔTE D'IVOIRE ET LA BAD VEULENT DÉPASSER LES FRONTIÈRES

La Côte d'Ivoire et la Banque Africaine de Développement (BAD) entendent accélérer le développement des infrastructures minières et énergétiques transfrontalières en Afrique. À l'ouverture d'une table ronde ministérielle, le mercredi 18 novembre, dans le cadre du SIREXE 2026, le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, et le président du Groupe de la BAD, Sidi Ould Tah, ont plaidé pour une coopération renforcée entre les États. Pour Mamadou Sangafowa-Coulibaly, les investissements les plus rentables ne s'arrêtent pas nécessairement aux frontières nationales : « Les infrastructures les plus pertinentes économiquement ne sont pas toujours celles qui s'arrêtent aux frontières de nos États », a-t-il soutenu. Il a notamment mis en avant la nécessité de mutualiser les marchés, de réaliser des économies d'échelle et de valoriser la complémentarité des ressources africaines. Gazoducs, raffineries, corridors ferroviaires miniers et lignes électriques gagneraient ainsi à être conçus à l'échelle régionale. Mais ces ambitions exigent des règles communes, une gouvernance adaptée et un partage équitable des risques et des bénéfices.

SECTEUR MINIER : LA SODEMI PRÉSENTE SES INFRASTRUCTURES DE POINTE AU SIREXE 2026

La Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire (SODEMI) a mis en lumière sa montée en puissance technologique, autour du thème : « SODEMI, expertises et infrastructures au service du secteur minier ». C´était le jeudi 19 novembre dernier, au Parc des expositions, à l'occasion d'un side event organisé dans le cadre de la deuxième édition du Salon International des Ressources Extractives et de l'Énergie (SIREXE). Devant un parterre d'investisseurs et d'acteurs du secteur, Seydou Moussa Koné, directeur général de la SODEMI, a réaffirmé la vocation de l'entreprise publique. « Le niveau d'équipement que nous avons atteint est une performance nationale majeure : les opérateurs miniers n'ont désormais plus besoin de recourir aux laboratoires étrangers pour leurs analyses », a-t-il salué. Pour illustrer cette transformation, quatre responsables techniques ont détaillé les maillons essentiels de la chaîne de valeur de la SODEMI.

Société

PROGRAMME JEUNESSE DU GOUVERNEMENT : LE PROJET « CARTE JEUNES » AFFICHE D'IMPORTANTS RÉSULTATS

Le ministère de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique a fait le bilan du projet « Carte jeunes », dont la vocation est de faciliter l'accès des jeunes à des biens et services à des tarifs préférentiels. Le mercredi 18 novembre 2026, à Marcory, le bilan de la première phase du projet a été présenté. La cérémonie s'est tenue sous la présidence de la ministre de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, Myss Belmonde Dogo. Selon la Coordonnatrice adjoint du projet, Leïla Dosso, 242 397 jeunes sont inscrits à la « Carte jeunes », 170 0000 cartes sont distribuées et 269 partenaires actifs sont mobilisés. Elle a souligné un véritable engouement des jeunes sur l'ensemble du territoire. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Jeunesse du Gouvernement (PJ Gouv) 2023-2025. Il a été lancé officiellement, le 17 décembre 2025, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire à Cocody et est destiné aux jeunes âgés de 15 à 40 ans résidant en Côte d'Ivoire.

ENTREPRENEURIAT FÉMININ : MAMADOU TOURÉ MISE SUR L'AGRO-INDUSTRIE

« L'agriculture n'est pas une activité du passé. C'est une industrie d'avenir et elle a besoin de vous ». Le ministre de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, Mamadou Touré, a lancé cet appel aux jeunes femmes, le jeudi 19 novembre, à l'occasion de la 6e édition de la Journée internationale de l'entrepreneuriat féminin des jeunes, organisée au Palais de la culture de Treichville autour du thème : « L'industrialisation au féminin, pilier de la croissance économique et de la souveraineté alimentaire ». Le ministre les a invitées à investir dans la transformation locale des produits agricoles, notamment le manioc, le poisson et la noix de cajou. Il a rappelé qu'entre 2020 et 2025, son département a accompagné 247 335 jeunes à travers 5 375 projets, dont 58 % de femmes. Représentant la Première Dame, Dominique Ouattara, marraine de la cérémonie, Chantal Poaty a mis en avant le Fonds d'Appui aux Femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI), créé en 2012 et doté de 28 milliards de FCFA. Le dispositif a déjà bénéficié à 440 000 femmes.

CCI-CI ET MESRS/ RÉSULTATS DE RECHERCHE ET TECHNOLOGIES : ADAMA DIAWARA ET TOURÉ FAMAN SIGNENT POUR DES SOLUTIONS ET OPPORTUNITÉS DE DÉVELOPPEMENT

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), Adama Diawara, et le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI) ont signé une Convention de partenariat, le jeudi 19 novembre 2026, à Abidjan Plateau. Selon le ministre Adama Diawara, « la Convention vise à faciliter le transfert des résultats de la recherche et des technologies vers le monde économique, notamment les entreprises privées, afin de transformer les innovations scientifiques en solutions concrètes et en opportunités de développement ». « Si la valorisation académique des résultats de la recherche est une réalité, leur valorisation économique reste encore insuffisante. Il est donc nécessaire de renforcer les passerelles entre le monde de la recherche et le secteur productif, en particulier les entreprises, afin de mieux exploiter le potentiel des innovations issues de nos laboratoires », a-t-il expliqué, notant au passage la découverte du « cacao Mercedes », une variété qui présente un rendement élevé et qui contribue à accroître significativement la production cacaoyère et, par conséquent, la création de richesses dans le pays.

EAU ET ASSAINISSEMENT : L'ANSTAT PLAIDE POUR UNE MEILLEURE EXPLOITATION DES DONNÉES STATISTIQUES

La disponibilité de statistiques fiables sur l'eau et l'assainissement constitue un enjeu majeur pour le développement durable et la résilience face aux changements climatiques en Afrique. C'est autour de cette problématique que l'Agence Nationale de la Statistique (ANStat), avec l'appui du Projet d'Harmonisation des Statistiques en Afrique de l'Ouest (PHASAO), a organisé, jeudi 19 novembre 2026, une conférence principale, des panels ainsi que le lancement du « Caféstatistique », à Cocody Latrille Event, à Abidjan. Cette rencontre, organisée dans le cadre de la Journée africaine de la statistique célébrée chaque 18 novembre, visait à promouvoir la culture statistique et à sensibiliser les acteurs sur le rôle des données dans l'élaboration et le suivi des politiques de développement. Pour cette édition 2026, les échanges ont porté sur le thème : « Institutionnaliser les statistiques relatives à l'eau et à l'assainissement pour garantir un développement durable et résilient face aux changements climatiques en Afrique ». Pour le directeur général de l'ANStat, Doumbia Thiékoro, l'enjeu est de disposer de données fiables permettant de mieux apprécier les progrès réalisés et les défis persistants.

SANTÉ PUBLIQUE / DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES : LE GOUVERNEMENT ACCÉLÈRE LES RÉFORMES POUR AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SOINS

La Côte d'Ivoire franchit une nouvelle étape dans le renforcement de son système sanitaire. Les orientations stratégiques destinées à améliorer la gestion et le développement des ressources humaines en santé ont été au cœur d'une rencontre de haut niveau organisée, le jeudi 19 novembre, à l'auditorium du ministère des Affaires étrangères, au Plateau. Initiée par le ministère de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle, cette rencontre s'inscrit dans le processus d'élaboration du Plan de Développement des Ressources Humaines en Santé (PDRHS) 2026-2030 qui vise à renforcer la formation, le recrutement, le déploiement et la fidélisation du personnel sanitaire. La cérémonie était présidée par la ministre d'État, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration,

Anne Désirée Ouloto-Lamizana, représentant le Premier Ministre. Le ministre de la Santé, Pierre N'Gou Dimba, a, à l'occasion, dressé un bilan des efforts engagés à travers des réformes par l'État pour améliorer l'offre de soins. Selon lui, plus de 8 000 agents de santé ont été recrutés et déployés en 2025, dont 378 médecins, 2 862 infirmiers et 1 657 sage-femmes.

Fraternité Matin

COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE : LA CNAM FRANCHIT LES 27 MILLIONS D'ASSURÉS

La Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) a lancé, le 19 novembre, une opération de proximité à la place de la mairie d'Alépé, à une cinquantaine de kilomètres d'Abidjan. Cette activité s'inscrit dans la stratégie de l'institution chargée de la Couverture Maladie Universelle (CMU) visant à rapprocher davantage les populations des services de santé tout en renforçant la prévention contre les maladies chroniques. Selon les statistiques communiquées à cette date, plus de 27 millions de personnes ont été enrôlées à la CMU à l'échelle nationale. Prévue jusqu'au 22 novembre, l'opération permet aux habitants des différents villages et hameaux du département de bénéficier du dépistage gratuit de l'hypertension artérielle et du diabète, mais aussi de l'enrôlement pour l'obtention de la carte CMU avec des informations détaillées sur son fonctionnement et ses avantages. Les équipes médicales, mobilisées sur le terrain, assurent également la prise en charge des personnes dépistées positives.

Le Patriote

DAOUKRO : L'HÔPITAL GÉNÉRAL ÉLEVÉ AU RANG D'ÉTABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER RÉGIONAL

Le ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la CMU, Pierre N'Gou Dimba, était en visite à l'Établissement Public Hospitalier Départemental de Daoukro dans la nuit du vendredi 13 novembre 2026. Une visite qui s'est avérée très positive avec l'érection dudit établissement en Établissement Public Hospitalier régional (EPHR). Le système sanitaire de la région de l'Iffou franchit donc une nouvelle étape ouvrant ainsi une nouvelle page dans l'amélioration de l'offre de soins au profit des populations. Longtemps confronté à des difficultés infrastructurelles et techniques, l'hôpital de Daoukro faisait face à plusieurs contraintes dans la prise en charge des patients. Aujourd'hui, l'établissement connaît une importante transformation grâce à des travaux de réhabilitation et à un renforcement de ses équipements biomédicaux. Les interventions ont notamment concerné la réhabilitation de la maternité, la modernisation du bloc opératoire ainsi que le renforcement des services d'hospitalisation, de cardiologie, de radiologie et de laboratoire. Le système électrique a également fait l'objet d'une révision complète, avec l'installation d'un poste transformateur dédié, afin de garantir de meilleures conditions de fonctionnement et de continuité des soins.

soirinfo

REMISES DE MÉDAILLES D'HONNEUR DU TRAVAIL À 85 AGENTS DE LA CNPS : ME ADAMA KAMARA SALUE LES ARTISANS DE LA TRANSFORMATION DE LA PROTECTION SOCIALE

Le ministre de l'Emploi, de la Protection sociale et de la Formation professionnelle, Me Adama Kamara, a rendu un hommage appuyé aux agents de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), saluant leur contribution à la transformation du système de protection sociale en Côte d'Ivoire. Il s'exprimait, le mercredi 18 novembre 2026, à l'occasion de la cérémonie de remise de médailles d'honneur du travail à 85 agents de l'Institution, organisée à l'Espace Latrille Event, aux II-Plateaux, à Cocody. Au nombre de ces 85 agents, figurent 6 médailles Grand Or, 3 Petit Or, 17 Vermeil et 58 Argent. Pour le ministre, les performances enregistrées par la CNPS sont avant tout le résultat de l'engagement et de l'abnégation de ses travailleurs. Il a salué les réformes engagées sous l'impulsion du Président de la République, Alassane Ouattara, qui ont permis à l'institution de retrouver ses équilibres financiers et de renforcer sa capacité à honorer ses engagements envers les assurés sociaux.

JOURNÉE MONDIALE DES TOILETTES : LA CÔTE D'IVOIRE MISE SUR UN ASSAINISSEMENT POUR TOUS

La Côte d'Ivoire n'est pas en marge de la célébration de la Journée mondiale des toilettes, commémorée chaque 19 novembre. À travers le ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité, le pays s'associe à cette mobilisation internationale autour de l'accès aux toilettes et de l'égalité des genres. L'accès à des toilettes adéquates est une question de santé publique, mais aussi de dignité humaine. En Côte d'Ivoire, comme dans de nombreux pays, cet enjeu interpelle les pouvoirs publics sur la nécessité de promouvoir un environnement sain et de garantir à tous des installations sanitaires adaptées. C'est dans cette dynamique que s'inscrit la célébration de la Journée mondiale des toilettes, ce jeudi 19 novembre 2026. Instituée par les Nations unies, cette journée met cette année l'accent sur le lien entre l'assainissement et l'égalité des genres, autour du thème : « Assainissement et égalité des genres : toilettes pour tous, femmes et hommes ». « Chaque femme, chaque homme, chaque enfant a droit à la dignité », a souligné Dr Amédé Koffi Kouakou, ministre de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité.

Culture

PROTECTION DES BIENS CULTURELS, STRATÉGIE MUSÉALE ET PAIX / FRANÇOISE REMARCK : « LA CÔTE D'IVOIRE ET LE CAMBODGE PARTAGENT LES MÊMES VALEURS »

Françoise Remarck, ministre ivoirienne de la Culture et de la Francophonie, s'inscrit dans la dynamique de faire de la culture l'un des leviers les plus importants à actionner pour réhabiliter et relancer l'économie tout en produisant du sens. Consciente que l'identité culturelle se construit avec un maillage d'expériences nationales et internationales, elle ne laisse aucune opportunité de partage d'expérience lui échapper. La preuve, au Sommet de la Francophonie des Chefs d'État et notamment à la 48e Conférence ministérielle de la Francophonie, à Phnom Penh, au Cambodge, elle a adjoint la visite de certains sites historiques et culturels du royaume. « Après le sommet, il était important que je vienne m'imprégner de la culture, échanger et avoir un partage d'expérience sur la culture cambodgienne », a-t-elle précisé, avant d'ajouter : « La Côte d'Ivoire et le Cambodge partagent les mêmes valeurs ».

Sport

SPORT / UTILISATION DES RESSOURCES PUBLIQUES : ADJÉ SILAS METCH ENGAGE LE MINISTÈRE DES SPORTS SUR LA VOIE D'UNE GESTION PLUS RIGOUREUSE

Le ministère des Sports entend renforcer ses mécanismes de contrôle interne pour garantir une meilleure utilisation des ressources publiques. C'est l'ambition affichée par le ministre Adjé Silas Metch, mardi 17 novembre 2026, à l'ouverture d'un atelier consacré à l'évaluation du dispositif de contrôle interne de son département, organisé dans les locaux de l'Office National des Sports (ONS), à Abidjan. Présidant les travaux, le ministre Adjé Silas Metch a insisté sur la nécessité d'instaurer une véritable culture de responsabilité et de redevabilité dans l'administration sportive. « Cet atelier permettra d'améliorer la qualité de la gestion administrative », a-t-il déclaré, invitant les participants à privilégier des échanges francs et constructifs pour parvenir à un diagnostic objectif, sans complaisance. Le ministre a par ailleurs rendu hommage à l'Inspecteur général d'État, Théophile Ahoua N'Doli, pour son accompagnement dans la mise en place des outils de contrôle au sein des administrations publiques. Rappelant les ambitions du Président Alassane Ouattara pour le rayonnement sportif national, Adjé Silas Metch a exhorté ses collaborateurs à faire de la bonne gouvernance un levier de développement.

VU SUR LE NET

Economie

GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES : MARIATOU KONÉ-TRAORÉ MET SES ADMINISTRATEURS FACE À LEURS RESPONSABILITÉS

La gouvernance des entreprises publiques doit gagner en rigueur et en efficacité. C'est le message adressé par la ministre du Portefeuille de l'État et des Entreprises publiques, Professeur Mariatou Koné-Traoré, aux représentants de son département ministériel dans les conseils d'administration. Elle a présidé, le mercredi 18 novembre 2026, à l'immeuble Sciam, au Plateau, une rencontre d'échanges et d'information avec une soixantaine d'administrateurs. Cette initiative s'inscrit dans la volonté du ministère de renforcer la gouvernance des entreprises publiques et d'améliorer l'efficacité de l'action de l'État. Elle marque également la mise en place d'un cadre permanent de concertation entre la tutelle financière et ses représentants au sein des organes de décision. À cette occasion, la ministre a salué les progrès enregistrés par les entreprises publiques, notamment en matière de performances financières et de gouvernance. Elle a également rendu hommage au travail accompli par les administrateurs. Toutefois, elle a estimé que ces acquis ne doivent pas occulter les efforts qui restent à fournir pour améliorer durablement la gestion et les résultats de ces structures.

AGENCE A LA UNE : L'OQSF-CI, UN DISPOSITIF PUBLIC AU SERVICE DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS DE SERVICES FINANCIERS

Créé par le décret n° 2016-1136 du 21 décembre 2016 et placé sous la tutelle du ministère en charge des Finances, l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers de Côte d'Ivoire (OQSF-CI) œuvre à l'amélioration de la qualité des prestations financières et au renforcement de la protection des consommateurs. L'Observatoire exerce trois principales missions : la veille et l'évaluation de la qualité des services financiers, l'éducation financière des populations et l'accompagnement des consommateurs. À ce titre, il collecte des données, favorise les échanges entre les acteurs du secteur et œuvre à la transparence tarifaire. Il intervient également dans le règlement amiable des différends entre les usagers et leurs institutions financières, à travers des procédures de conciliation et de médiation. Pour sa secrétaire exécutive, Léocadie Loukou Yao, l'Observatoire entend donner aux consommateurs les moyens de mieux connaître les offres financières et de faire valoir leurs droits. « L'État de Côte d'Ivoire, par l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers, donne aux consommateurs la possibilité de co-construire la qualité des services financiers qu'ils espèrent », souligne-t-elle.

Société

LE MINISTÈRE DE LA JEUNESSE LANCE LE RECRUTEMENT DE 1 900 JEUNES VOLONTAIRES AU SEIN DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Le ministère de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, à travers l'Office du Service Civique National (OSCN), a annoncé le lancement du recrutement de 1 900 jeunes volontaires, dans le cadre du Projet dénommé C2D Emploi des Jeunes. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 24 novembre 2026. Cette initiative vise à renforcer les capacités opérationnelles des collectivités territoriales et de certaines structures d'intérêt public, tout en offrant aux jeunes une expérience citoyenne et professionnelle susceptible de développer leurs compétences socioprofessionnelles, explique un communiqué transmis, le jeudi 19 novembre 2026, à Abidjan.net. Selon le communiqué, les volontaires retenus seront déployés au sein des mairies, des préfectures, des conseils régionaux et des Organisations Non Gouvernementales (ONG), pour une durée de mission de six (06) mois. Les volontaires retenus seront déployés dans plusieurs régions. Les candidats doivent avoir notamment un âge compris entre 18 et 35 ans, être titulaire du BEPC ou d'un diplôme équivalent, au minimum, être motivé, être apte au travail en équipe, être engagé dans une dynamique de service à la communauté et résider dans la localité de la mission sollicitée.

Culture

20E SOMMET DE LA FRANCOPHONIE : PRÉSENCE REMARQUÉE DE LA CÔTE D´IVOIRE À PHNOM PENH

La Côte d´Ivoire a marqué de sa présence le 20e Sommet de la Francophonie, à Phnom Penh au Cambodge du 15 au 16 novembre 2021. La délégation ivoirienne conduite par la ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de Coopération internationale, Nialé Kaba, et comprenant également la ministre de la Culture et de la Francophonie, Françoise Remarck, a pris une part active aux travaux et a eu de nombreuses rencontres d´échanges. La Côte d´Ivoire à réitéré son ambition de faire du numérique, de l'innovation et de l'entrepreneuriat des leviers de son attractivité économique et de son rayonnement international. Cette ambition a été mise en avant par la ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Nialé Kaba, à l'occasion de FrancoTech 2026 et de la 6? Rencontre des Entrepreneurs Francophones (REF), organisés en marge du 20? Sommet de la Francophonie. La délégation ivoirienne a pris part à la cérémonie conjointe d'ouverture de FrancoTech 2026 et de clôture de la REF, qui a enregistré la participation de plusieurs chefs d'État et de gouvernement, notamment le Président, français Emmanuel Macron, le Président vietnamien, Tô Lâm, le Premier Ministre cambodgien, Hun Manet, et le Premier Ministre canadien, Mark Carney. (Source : CICG)

AGENCE DE PRESSE

Economie

LE MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA MOBILISE UN MONTANT RECORD DE 4 204,7 MILLIARDS DE FCFA EN 2025

Le marché financier régional de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) a mobilisé un montant record de 4 204,7 milliards de FCFA en 2025, a indiqué jeudi 19 novembre 2026, le président du conseil d'administration d'Africa Perspectives Institute (API), Dr Souleymane Diarrassouba, par ailleurs ministre ivoirien du Plan et du Développement. Intervenant lors d'une conférence-débat sur le thème « Financement endogène de l'Afrique : mobiliser l'épargne intérieure », organisée à Abidjan, le ministre ivoirien a précisé que 87,6 % des ressources mobilisées ont été consacrées aux émissions souveraines, contre seulement 10 % à l'épargne collective. Il a relevé que le défi pour les économies de l'Union consiste désormais à orienter davantage les ressources financières vers les investissements productifs, notamment le financement à long terme des infrastructures et des entreprises. « Nous savons désormais collecter l'épargne ; il nous reste à l'allonger sur du long terme et à l'orienter vers l'investissement productif », a-t-il déclaré. Le président du conseil d'administration d'API a aussi évoqué le potentiel financier du continent africain.



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC !

**Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions des Conseils des ministres, démarches administratives, actualité nationale.**



www.gouv.ci 101

www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable